

Prévisions économiques, Canada : le PIB devrait rebondir aux T1 et T2 de 2026

Les prévisions économiques de la FCEI/d'AppEco, fondées sur les dernières données du Baromètre des affaires^{MD}, indiquent que le **PIB** a reculé de 0,6 % au T4 2025 (taux annualisé). Malgré cette fin d'année difficile, les prévisions laissent entrevoir une bonne reprise au premier semestre 2026, avec des hausses de 1,6 % au T1 et de 1,6 % au T2. Cette vigueur s'explique par une forte production pétrolière et gazière dans un contexte de tensions géopolitiques, ainsi que par une activité soutenue dans le secteur de la construction.

La croissance des **ventes au détail** a continué de ralentir au T4 2025, atteignant seulement 0,2 %. Toutefois, les prévisions laissent entrevoir un fort rebond au début 2026, avec des hausses prévues de 6,8 % au T1 et de 2,0 % au T2. En glissement annuel, la croissance des ventes est donc juste au niveau de l'inflation.

Le **taux d'inflation basé sur l'IPC** a grimpé à 2,2 % au T4 2025 et est restée similaire au T1 2026 (2,1 %). En excluant les aliments et l'énergie, l'inflation s'est maintenue à 2,5 % en fin d'année et a diminué à 2,1 % au T1 2026. La légère hausse prévue de l'inflation globale basée sur l'IPC pour le T2 2026 (2,9 %) s'inscrit dans le contexte des tensions géopolitiques en Iran, qui maintiennent une pression à moyen terme sur les prix.

L'**investissement privé** a continué de reculer, avec une baisse de 0,2 % au T4 2025, clôturant l'année sur une contraction globale de 1,7 %. Toutefois, les prévisions indiquent un renversement de tendance pour 2026, avec une reprise de l'investissement de 3,1 % au T1 et de 2,9 % au T2.

L'**emploi salarié** a progressé de 0,2 % au T4 2025, portant la croissance en glissement annuel à 0,2 %. Ce rythme devrait s'accélérer considérablement en 2026, avec une croissance prévue de 1,4 % pour le premier trimestre. Cette accélération des embauches concorde avec les prévisions de croissance du PIB pour la même période, ce qui laisse entrevoir une certaine reprise de l'activité économique.

Tableau 1 – Principales variables macroéconomiques, données historiques et prévisionnelles, Canada, 2025-2026

APPÉCO ANALYSE STRATÉGIQUE • ANALYTICS	Historique				Estimé 2026 T1*	Prévision 2026 T2	Cumul annuel**	
	2025 T1	2025 T2	2025 T3	2025 T4			2025	2026 ^p
PIB selon les dépenses								
Niveau, G\$ enchaînés (2017)	2 497	2 491	2 506	2 502	2 512	2 522	2 494	2 517
Croissance annualisée T/T	2,1 %	-0,9 %	2,4 %	-0,6 %	1,6 %	1,6 %		
Croissance en glissement annuel	2,9 %	1,8 %	1,6 %	0,7 %	0,6 %	1,2 %	2,3 %	0,9 %
PIB par industrie, secteur des entreprises								
Niveau, G\$ enchaînés (2017)	1 887	1 882	1 899	1 898	1 906	1 914	1 885	1 910
Croissance annualisée T/T	2,3 %	-1,1 %	3,6 %	-0,2 %	1,6 %	1,6 %		
Croissance en glissement annuel	2,3 %	1,4 %	1,9 %	1,2 %	1,0 %	1,7 %	1,9 %	1,3 %
Ventes au détail								
Niveau, M\$	69 546	69 771	69 836	69 880	71 041	71 390	69 658	71 215
Croissance annualisée T/T	4,5 %	1,3 %	0,4 %	0,2 %	6,8 %	2,0 %		
Croissance en glissement annuel	5,1 %	5,4 %	4,0 %	1,6 %	2,1 %	2,3 %	5,2 %	2,2 %
IPC, total								
Niveau, indice (2002 = 100)	163	164	164	166	167	168	163	167
Croissance annualisée T/T	2,9 %	0,8 %	2,3 %	3,0 %	2,5 %	3,7 %		
Croissance en glissement annuel	2,3 %	1,8 %	2,0 %	2,2 %	2,1 %	2,9 %	2,0 %	2,5 %
IPC, excluant les aliments et l'énergie								
Niveau, indice (2002 = 100)	154	155	155	156	157	158	154	157
Croissance annualisée T/T	3,0 %	2,8 %	1,8 %	2,3 %	1,4 %	2,5 %		
Croissance en glissement annuel	2,5 %	2,6 %	2,5 %	2,5 %	2,1 %	2,0 %	2,6 %	2,0 %
Investissement privé								
Niveau, G\$ enchaînés (2017)	427	426	425	425	428	431	426	430
Croissance annualisée T/T	-5,0 %	-0,5 %	-0,9 %	-0,2 %	3,1 %	2,9 %		
Croissance en glissement annuel	1,7 %	0,3 %	0,9 %	-1,7 %	0,4 %	1,2 %	1,0 %	0,8 %
Emploi salarié								
Niveau, k personnes	18 281	18 266	18 295	18 304	18 367	18 379	18 273	18 373
Croissance annualisée T/T	0,3 %	-0,3 %	0,6 %	0,2 %	1,4 %	0,3 %		
Croissance en glissement annuel	0,6 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,5 %	0,6 %	0,4 %	0,5 %

Source : Modélisation et prévisions par AppEco à partir des données mensuelles du Baromètre des affaires^{MD} de la FCEI.

* L'estimation de l'IPC pour le premier trimestre 2026 correspond à la valeur réelle observée au 20 avril 2026.

**Le cumul annuel correspond à la moyenne de tous les trimestres écoulés depuis le début de chaque année.

^p Préliminaire selon l'estimé et la prévision.

Notes : Les prévisions sont basées sur les données pondérées de la FCEI. L'interprétation de la dynamique récente peut différer de celle des données non pondérées. Toutes les séries sont désaisonnalisées.

Dans ce numéro

Page 2 –

Le point

**Perspectives
d'investissement
des petites
entreprises. Canada**

Page 3 –

**Perspectives
d'investissement
des petites
entreprises, par
secteur**

Page 4 –

**Postes vacants dans
le secteur privé,
T1 2026**

Page 5 –

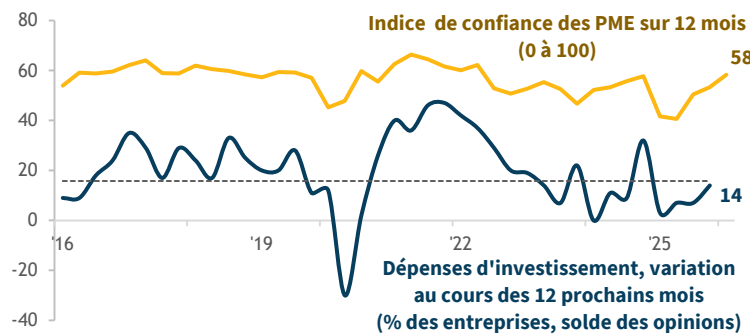
**À propos de la FCEI
et notre
méthodologie**

Les intentions d'investissement récentes sont plutôt positives, mais marquées par la prudence

Après une forte contraction au début de 2025 (marquant la plus importante chute trimestrielle depuis la pandémie), les intentions d'investissement des entreprises sont demeurées sous la moyenne historique pendant la majeure partie de l'année, freinées par l'incertitude et la faiblesse de la demande (figure 1). Les attentes sont redevenues modérément positives au T4 2025, avec un solde des opinions de +14 %, signalant l'émergence d'une reprise.

Cet élan fragile pourrait se maintenir, à en juger par la confiance récente des propriétaires de PME. Même si les nouvelles tensions géopolitiques du début de l'année ont ravivé l'incertitude et fait grimper les coûts, l'indice à long terme du Baromètre des affaires^{MD} de la FCEI, reflet de la confiance des entrepreneurs, a fortement fluctué. Il s'est établi autour du seuil modérément positif de 58 points au T1 2026, signalant un optimisme prudent.

Figure 1 – Les plans d'investissement des PME se rapprochent de la moyenne historique, tandis que la confiance des entreprises progresse, signalant un optimisme prudent



Dépenses d'investissement : Banque du Canada, *Enquête sur les perspectives des entreprises*.

Question : Au cours des 12 prochains mois, les investissements en machines et matériel de votre entreprise devraient-ils être plus élevés, moins élevés ou les mêmes que ceux des 12 derniers mois?

Solde des opinions : [% plus élevés] - [% moins élevés]

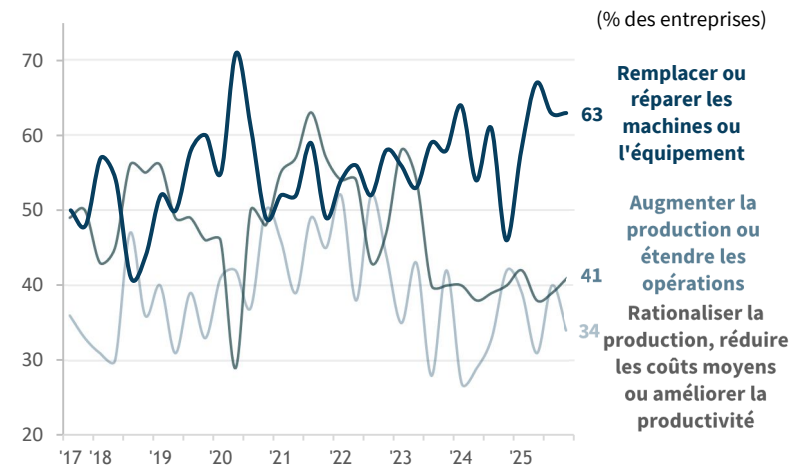
Indice de confiance : FCEI, Sondage *Les perspectives de votre entreprise*, [Baromètre des affaires^{MD} mensuel](#).

Les priorités d'investissement privilégient le maintien des activités plutôt que l'expansion

La structure de l'investissement des entreprises s'est nettement déplacée vers le maintien des activités plutôt que vers la croissance. Les données de la Banque du Canada montrent que les dépenses consacrées au remplacement de l'équipement ont pris une avance marquée sur les investissements liés à l'expansion et à l'amélioration de la productivité depuis la fin 2022, un écart qui s'est accentué en 2025 (figure 2).

Cette divergence persistante indique un changement structurel vers le maintien des activités existantes plutôt que l'augmentation des capacités ou l'amélioration de la productivité, ce qui reflète une orientation plus prudente et réfractaire au risque dans un contexte de coûts élevés, d'incertitude accrue et de demande plus faible.

Figure 2 – Les propriétaires d'entreprise continuent de privilégier le maintien des activités au détriment des projets d'expansion



Source : Banque du Canada, *Enquête sur les perspectives des entreprises*.

Question : Quel est le principal objectif d'investissement de votre entreprise? (plusieurs options de réponses; part des entreprises)

Note : Comme les répondants peuvent choisir plus d'une réponse, la somme des pourcentages n'égalise pas forcément 100. Comme les choix de réponse pour cette question ont été modifiés au T2 2017, les résultats pour ce trimestre sont exclus.

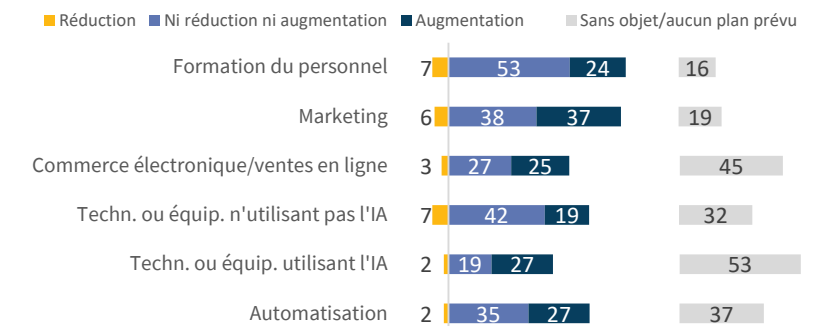
Les plans d'investissement pour 2026 demeurent traditionnels

Les données de la FCEI indiquent que les plans d'investissement des PME pour 2026 demeurent largement défensifs et concentrés dans des domaines où elles investissent déjà. La plupart des PME s'attendent à maintenir ou à accroître leurs niveaux d'investissement, tandis qu'une proportion relativement faible prévoit des réductions (figure 5).

Parmi les catégories d'investissement plus traditionnelles, la formation des employés et le marketing demeurent prioritaires et continuent de croître. Le marketing se distingue par la plus forte proportion de PME prévoyant une hausse des dépenses, reflétant les efforts visant à protéger ou à stimuler la demande dans un environnement incertain.

Du côté des technologies, celles n'utilisant pas l'IA demeurent la principale priorité, suivies de l'automatisation. Dans les deux cas, les investissements devraient se poursuivre à un rythme similaire plutôt qu'accélérer, ce qui indique une volonté de maintenir les capacités existantes plutôt que de les étendre. Les technologies intégrant l'IA suscitent toujours un intérêt limité, un peu plus de la moitié des PME ne prévoyant aucun investissement. Toutefois, les PME ayant déjà adopté l'IA sont plus susceptibles d'investir davantage.

Figure 3 – Les priorités d'investissement actuelles se reflètent dans la croissance future



Source : FCEI, Sondage *Votre Voix – Février 2026*, du 5 au 25 février 2026, résultats finaux.

Question : Comparativement à 2025, prévoyez-vous d'augmenter ou de réduire ce qui suit au sein de votre entreprise en 2026? (Sélectionner une réponse par ligne)

La **formation des employés** demeure la priorité d'investissement la plus courante : au moins les deux tiers des PME de chaque secteur prévoient d'investir autant ou davantage au cours des 12 prochains mois qu'en 2025. Les services professionnels et aux entreprises (86 %), la construction (83 %), la fabrication (81 %) et l'agriculture (81 %) se démarquent particulièrement. Cela dit, tant les secteurs des services que les secteurs producteurs de biens continuent, à des degrés divers, de privilégier le capital humain et le développement des compétences.

Le **marketing et la promotion** constituent également un type d'investissement en pleine expansion, avec 75 % des PME prévoyant d'investir dans ce domaine. Les PME des arts, des loisirs et de l'information se distinguent nettement, 97 % d'entre elles prévoyant des dépenses égales ou supérieures, suivies des détaillants (83 %) et des grossistes (82 %). Pour ces trois secteurs, cette forte orientation vers la promotion cadre avec les efforts visant à accroître le **commerce électronique et les ventes en ligne** : arts, loisirs et information (86 %), commerce de gros (68 %) et commerce de détail (64 %).

Pour les PME du commerce de gros, cette stratégie reflète la volonté de se tourner vers de nouveaux fournisseurs et clients dans un contexte de tensions commerciales récentes. Dans les secteurs des arts, des loisirs et du commerce de détail, l'augmentation de ces investissements s'inscrit plutôt dans la nature même de leurs activités : le tourisme, le divertissement et les biens de consommation dépendent de plus en plus de la visibilité numérique. Dans un contexte de demande plus faible et de tensions commerciales persistantes, les PME de ces secteurs semblent considérer la visibilité, l'engagement de la clientèle et les canaux en ligne comme des leviers efficaces pour soutenir les ventes et accéder à de nouveaux marchés.

Les **investissements dans les technologies ou équipements n'utilisant pas l'IA** concernent au moins 50 % des PME dans tous les secteurs, à l'exception des transports. Les services professionnels et aux entreprises (78 %) ainsi que les arts, loisirs et information (71 %) dominent ces investissements, ce qui reflète leur degré relativement élevé de numérisation. Les secteurs de la fabrication (68 %) et de l'agriculture (64 %) se démarquent également, ces secteurs étant traditionnellement à forte intensité de capital et donc plus enclins à moderniser les équipements.

Les **investissements dans l'automatisation** sont principalement concentrés dans la fabrication (74 %), le commerce de gros (73 %) et l'agriculture (71 %). Ces secteurs sont particulièrement exposés aux tensions commerciales et semblent rechercher des gains de productivité par l'amélioration de leurs processus.

Les **investissements dans l'intelligence artificielle** sont les plus marqués dans les secteurs axés sur les services, dont les arts, loisirs et information (69 %), les services professionnels et aux entreprises (65 %), ainsi que la finance et l'assurance (61 %), où une plus grande proportion de PME prévoit maintenir ou accroître leurs dépenses. Ces secteurs exploitent davantage le numérique, ce qui facilite l'adoption et l'intégration d'outils d'IA dans leurs activités.

Tableau 2 – Part des entreprises prévoyant des niveaux d'investissement identiques ou plus élevés, selon le secteur et le type d'investissement (% des réponses)

	Compétences et marketing			Technologies et procédés		
	Formation du personnel	Marketing et promotion	Commerce électronique	Techn. ou équip n'utilisant pas l'IA	Automatisati on	Techn. ou équip utilisant l'IA
Canada	77	75	52	61	61	45
	Intensité de l'investissement :			■ Forte	■ Bonne	■ Supérieure à la moyenne
Ass., immo., et fin.	67	76	62	65	57	61
Services prof. et aux entreprises*	86	73	51	78	68	65
Arts, loisirs et info.	69	97	86	71	47	69
Commerce de détail	69	83	64	50	54	36
Commerce de gros	79	82	68	62	73	52
Fabrication	81	79	53	68	74	46
Construction	83	69	28	58	64	44
Agriculture	81	62	49	64	71	45
Transport	71	46	26	46	56	32
Autres services*	77	72	48	61	53	42

Source : FCEI, Sondage Votre Voix – Février 2026, n = 1 195-1 215.

*Notes : Les services professionnels et aux entreprises comprennent les services professionnels et la gestion/l'administration d'entreprises. Les autres services comprennent la santé et l'éducation, l'hébergement et la restauration, et les services personnels.

Les taux de postes vacants demeurent inchangés depuis cinq trimestres consécutifs

Le taux de postes vacants trimestriel du secteur privé canadien s'est maintenu à 2,8 % au T1 2026 (figure 4), soit un cinquième trimestre de suite à ce niveau. Les taux de postes vacants ont affiché peu ou pas de variation d'un trimestre à l'autre dans la plupart des provinces et des secteurs. Les variations d'une année à l'autre sont demeurées minimales : inférieures à 0,5 point de pourcentage pour l'ensemble des provinces, des secteurs et des tailles d'entreprise, à l'exception des entreprises comptant de 5 à 19 employés (-0,7).

Changements limités des taux provinciaux

La plupart des provinces ont enregistré une légère diminution du taux de postes vacants d'une année à l'autre. La Saskatchewan (+0,3), le Québec (+0,2), le Nouveau-Brunswick (+0,1) et Terre-Neuve-et-Labrador (+0,1) ont été les seules provinces à afficher des hausses, lesquelles sont toutefois demeurées modestes.

Changements limités des taux sectoriels

À l'image des tendances provinciales, la majorité des secteurs ont connu une stagnation ou un recul du taux de postes vacants d'une année à l'autre. Seuls les secteurs de l'information, des arts et des loisirs (+0,5), du commerce de détail (+0,3), des finances, des assurances et de l'immobilier (+0,1) ainsi que du transport (+0,1) ont enregistré des hausses annuelles.

Les petites entreprises continuent d'être en tête

Sur une base annuelle, les entreprises comptant 49 employés ou moins ont enregistré de légères baisses des taux de postes vacants, tandis que celles comptant 50 employés ou plus ont affiché des hausses modestes (figure 6 et tableau 3).

Sources

(1) FCEI, sondage Les perspectives de votre entreprise, de janvier 2004 à mars 2026. Données désaisonnalisées.

(2) Statistique Canada. Tableau 14-10-0398-01. Données désaisonnalisées.

(3) Les variations sur 3 et 12 mois sont en points de pourcentage.

Figure 4 – Taux de postes vacants, Canada^{1,2}

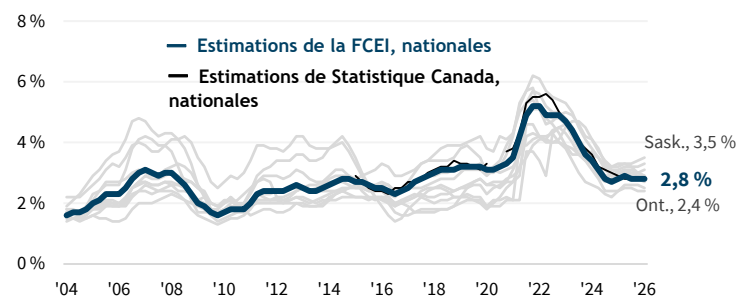


Figure 5 – Taux de postes vacants par secteur, Canada¹

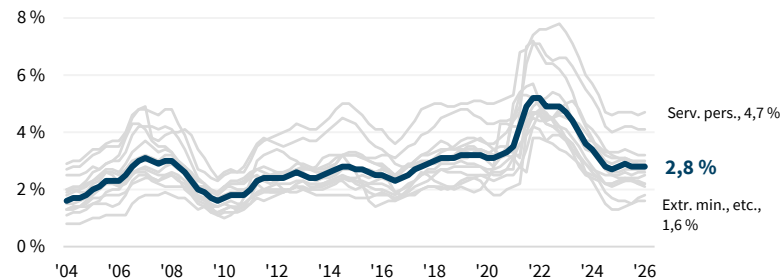


Figure 6 – Postes vacants, Canada (en milliers)¹

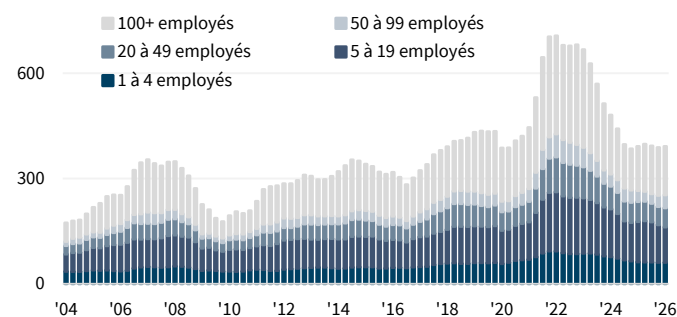


Tableau 3 – Postes vacants dans le secteur privé, T1 2026

	Taux de postes vacants (%)	Variation sur 3 mois ³	Variation sur 12 mois ³	Postes vacants (n)
Canada	2,8	0,0	0,0	391 300
Saskatchewan	3,5	0,1	0,3	12 700
Québec	3,3	0,1	0,2	102 300
Nouveau-Brunswick	3,1	0,1	0,1	7 900
Île-du-Prince-Édouard	2,9	-0,1	-0,4	1 500
Manitoba	2,9	-0,1	-0,1	13 500
Nouvelle-Écosse	2,8	0,0	-0,2	9 400
Alberta	2,8	-0,1	-0,2	49 600
Colombie-Britannique	2,7	-0,1	-0,2	53 800
Terre-Neuve-et-Labrador	2,5	-0,1	0,1	3 800
Ontario	2,4	0,0	0,0	136 800
Services personnels	4,7	0,1	0,0	29 300
Construction	4,1	0,0	0,0	52 100
Services prof.	3,2	0,0	-0,1	40 800
Agriculture	3,0	0,0	-0,1	5 300
Hébergement et rest.	2,9	0,0	-0,1	40 000
Santé, éducation	2,8	0,0	-0,3	35 600
Transport et entreposage	2,7	0,0	0,1	20 400
Ass., immo., et fin.	2,6	0,0	0,1	30 300
Commerce de détail	2,5	0,1	0,3	50 500
Commerce de gros	2,2	-0,1	-0,1	18 500
Gestion d'entreprises	2,2	0,0	-0,2	21 000
Fabrication	2,1	-0,1	-0,2	33 300
Arts, loisirs et information	1,8	0,1	0,5	10 700
Extr. minière, expl. en carrière, et extr. de pétrole et de gaz	1,6	0,0	0,0	3 600
1 à 4 employés	5,5	-0,1	-0,1	60 400
5 à 19 employés	4,3	-0,3	-0,7	101 000
20 à 49 employés	2,9	0,0	-0,3	54 600
50 à 99 employés	2,5	0,3	0,3	36 900
100+ employés	1,9	0,0	0,2	138 400

Méthodologie

Nos recherches s'appuient sur les points de vue de nos membres recueillis par les divers sondages que nous menons par Internet à accès contrôlé. La FCEI fonctionne selon le principe « un membre, un vote ». Nous produisons des analyses claires, crédibles et convaincantes dans l'objectif de soutenir la réussite des PME canadiennes.

Les membres de la FCEI sont bien représentés dans toutes les régions, industries et tailles d'entreprise. Par conséquent, les données de nos sondages offrent des estimations raisonnables de la répartition de l'activité économique à l'échelle nationale.

Notre sondage mensuel **Les perspectives de votre entreprise** analyse la confiance, les attentes et les perspectives des propriétaires de PME du Canada à l'égard de la situation générale des affaires. Les résultats s'appuient sur plusieurs centaines de réponses recueillies auprès d'un échantillon aléatoire stratifié de membres de la FCEI. Les résultats sont publiés le troisième jeudi de chaque mois dans notre Baromètre des affaires^{MD}. Consultez les résultats pour l'ensemble du Canada, par province et par secteur à fcei.ca/barometre.

Votre voix est un sondage omnibus mensuel de la FCEI qui porte sur un large éventail de sujets d'actualité. Les résultats, basés chaque fois sur plusieurs milliers de réponses, sont présentés dans quelques graphiques clés mensuels à l'adresse fcei.ca/recherche.

Les prévisions à court terme se fondent sur les résultats du sondage *Les perspectives de votre entreprise*. La plupart des autres indicateurs économiques rendus publics ont pour leur part toujours un délai entre la collecte et la publication, parfois de plus de deux mois.

Les estimations sur les postes vacants se fondent aussi sur ce sondage. L'analyse utilise les données du sondage de la FCEI, de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail de Statistique Canada et des compilations personnalisées de l'Enquête sur la population active de Statistique Canada. Les estimations font l'objet de révisions trimestrielles fondées sur les mises à jour de Statistique Canada et de la FCEI.

Pour en savoir plus sur notre méthodologie, visitez fcei.ca/recherche.

À propos de la FCEI



La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) est le plus grand regroupement de PME au pays, comptant 103 000 membres dans tous les secteurs d'activité et toutes les régions. Elle vise à augmenter les chances de succès des PME en défendant leurs intérêts auprès des gouvernements, en leur fournissant des ressources personnalisées et en leur offrant des économies exclusives.

FCEI Économie

Simon Gaudreault

Économiste en chef et vice-président, recherche

Andreea Bourgeois

Directrice, économie

Laure-Anna Bomal


Économiste principale

Alchad Alegbeh

Analyste principal de la recherche

 fcei.ca/recherche

 recherche@fcei.ca

 [@CFIB_FCEI_Stats](https://twitter.com/CFIB_FCEI_Stats)

À propos d'AppEco



AppEco est une firme de consultation spécialisée en analyse économique et stratégique. AppEco possède une expertise reconnue et livre des prestations de première qualité en économie appliquée : études d'impact économique, enquêtes et sondages, analyses avantages-coûts, modélisation, économétrie, tarification, etc. Elle a pour mission d'offrir des prestations utiles qui contribuent à la croissance et aux projets de ses clients. AppEco travaille avec des entreprises de toutes les tailles : PME, multinationales, administrations publiques et organismes sans but lucratif. Consultez appeco.ca/fr/pour en savoir plus.

Pierre Emmanuel Paradis

Président et économiste

Richard Fahey


Vice-président et avocat


Julien Mc Donald-Guimond

Vice-président et économiste

Jean-Charles Denis

Économiste principal

 appeco.ca

 info@appeco.ca

 AppEco